

# UBS, un procès et des questions

**BANQUES** • *Le procès de l'ancien numéro trois d'UBS, Raoul Weil, s'est ouvert hier en Floride. Quelles répercussions sur la place financière suisse? Les opinions divergent du tout au tout.*

**GUILLAUME MEYER**

Le procès de Raoul Weil est-il celui d'un ancien dirigeant d'UBS? Celui de la banque elle-même? Ou celui de la place financière suisse dans son ensemble? Autant de questions qui agitent le monde bancaire alors que s'est ouvert, hier en Floride, le procès qui pourrait jeter au cachot l'ancien numéro trois d'UBS. Weil est accusé d'avoir aidé des contribuables américains à dissimuler près de 20 milliards de dollars au fisc (lire ci-après). Parmi ses possibles répercussions, une condamnation pourrait ébranler la crédibilité de la Finma, l'Autorité de surveillance des marchés financiers, qui avait blanchi le banquier en 2008. Ce dernier compte l'invoquer pour sa défense.

Pour l'avocat genevois Douglas Hornung, qui défend de nombreux employés de banques suisses poursuivies par la justice américaine, le procès Weil n'est qu'un avant-goût de ce qui attend les autres banques. «Si les Etats-Unis obtiennent la condamnation de Weil, ils se lanceront dans une chasse aux «malfaiteurs» tous azimuts. Ils commenceront par les gros poissons, mais tout le monde y passera, jusqu'à la dernière secrétaire. La justice américaine veut donner des gages aux politiques qui l'accusent de faiblesse face aux banques suisses.»

## Brady Dougan menacé?

La méthode américaine est connue - et confirmée par le cas Weil, selon l'avocat: passer des accords avec des employés pour les faire témoigner contre d'autres. «Une cinquantaine d'individus liés aux banques poursuivies ont déjà été mis en examen aux Etats-Unis, rappelle Douglas Hornung. A part Weil, il n'y a pas de top manager dans le lot. Mais la liste pourrait s'allonger.» L'avocat estime que le patron de Credit Suisse, Brady Dougan, a du souci à se faire: l'amende de 2,5 milliards de francs infligée à la banque en mai ne protège pas les employés contre d'éventuelles poursuites.

Tous les praticiens du droit bancaire ne partagent pas - tant s'en faut - cet alarmisme. Associé chez BCCC Avocats à Genève, Thomas Goossens doute qu'un Brady Dougan soit menacé par le précédent Weil. A moins qu'il ne soit démontré qu'il a menti

lors de son récent témoignage sous serment. «Il m'est par ailleurs difficile d'imaginer que les procédures, déjà très avancées, dont le but est de régulariser le passé des banques vis-à-vis des autorités américaines, soient suivies de grands procès à l'encontre de leurs employés ou mandataires. Pour moi, l'affaire Weil est symbolique dès lors qu'elle vise l'ancien numéro trois de la grande banque pour des pratiques qui semblent aujourd'hui révolues. De ce point de vue, ce procès apparaît un peu dépassé.»

## L'avocat estime que le patron de Credit Suisse a du souci à se faire

Thomas Goossens relativise aussi les retombées d'une condamnation de Raoul Weil pour la Finma: «Le gendarme des marchés financiers a examiné le comportement d'UBS au regard du droit suisse, tel qu'il existait à l'époque des faits. Or les infractions qui sont reprochées à M. Weil sont des infractions de droit américain, qui n'ont pas fait l'objet d'un examen de la part

de la Finma. Sa crédibilité n'est donc pas en jeu.» Si le gendarme est hors de cause, c'est une bonne nouvelle pour Eveline Widmer-Schlumpf: la conseillère fédérale, citée en marge du procès Weil, invoque aussi les conclusions du régulateur à la décharge du banquier...

Seule crainte que nourrit Thomas Goossens: qu'une condamnation «donne des idées» à des juges d'autres juridictions, en France par exemple. L'argument ne convainc pas Carlo Lombardini. «Les autres pays n'ont pas besoin du procès Weil pour avoir de telles idées», estime l'avocat genevois - d'anciens salariés d'UBS France ont d'ailleurs écrit au président Hollande pour demander l'extradition de Weil. «Dans ce type d'affaires, la justice s'attaque plutôt aux sociétés qu'aux personnes physiques», relève néanmoins l'expert, qui relativise lui aussi l'alarmisme de certains.

«Au fond, Raoul Weil n'a pas eu de chance: ses subordonnés l'ont chargé à l'époque où l'objectif des Américains n'était pas Weil, mais UBS. En ce sens, Weil est la victime malheureuse du fait qu'on a réglé la question sans lui.»

## UN PROCÈS DE QUATRE SEMAINES

Le procès de l'ex-numéro trois d'UBS, Raoul Weil, s'est ouvert hier à Fort Lauderdale, en Floride. L'ancien chef de la gestion de fortune de la grande banque est accusé d'avoir aidé des contribuables américains à dissimuler près de 20 milliards de dollars au fisc. Les membres du jury ont été sélectionnés.

Avant l'ouverture proprement dite, le juge devait se prononcer sur une nouvelle motion introduite par les avocats demandant à classer l'affaire. Dans l'après-midi, défense et accusation devaient ensuite commencer à présenter leurs arguments. Le juge James Cohn a prévu que le procès dure quatre semaines.

Pratiquement une année après son arrestation à Bologne, en Italie, Raoul Weil, comparait devant un jury américain. Dans le conflit fiscal entourant les avoirs non taxés dans les banques helvétiques de citoyens américains, il est l'un des rares à ne pas coopérer avec les autorités américaines. Il entend plaider non coupable et exige un procès rapide.

S'il est reconnu coupable, Raoul Weil pourrait être passible de cinq ans de prison et d'une amende de 250 000 dollars (238 385 francs). ATS/AFP



Raoul Weil (lunettes) est arrivé hier au tribunal de Fort Lauderdale peu avant l'ouverture du procès, accompagné de son épouse et de ses avocats. KEYSTONE

## EN BREF

### LES SUISSES RESTENT LES PLUS FORTUNÉS

**ÉTUDE** La richesse globale des ménages a augmenté en 2013 de 8,3% sur un an, pour s'établir à 263 milliards de dollars. Avec 581 000 dollars (553 000 francs) en moyenne de fortune par adulte, en hausse de 10,5%, les Suisses restent les leaders mondiaux dans le domaine, selon l'étude «Global Wealth» 2014 de Credit Suisse. Même si l'environnement mondial reste difficile, la richesse totale des ménages a enregistré un nouveau record l'année dernière, souligne la grande banque. ATS

### LE MARCHÉ DES VINS DE BORDEAUX EN BAISSSE

**FRANCE** Le marché des vins de Bordeaux, qui avait amorcé une baisse l'an dernier, continue de connaître une érosion sur tous ses marchés, notamment à l'export. En cause: une récolte 2013 historiquement faible et le ralentissement du marché chinois. Sur un an, à fin juillet 2014, les ventes de vin de Bordeaux à l'export ont baissé de 8%. ATS/AFP

### PLUS DE 70 SALARIÉS CANDIDATS AU DÉPART

«LIBÉRATION» Plus de 70 salariés du quotidien français «Libération», dont une soixantaine de journalistes, étaient candidats au départ hier. Le 15 septembre, la direction du journal avait annoncé vouloir supprimer 93 postes, indiquant vouloir «éviter les départs contraints». ATS/AFP

### «À LA MERCI D'UNE ATTAQUE DES MARCHÉS»

**FRANCE** La France est «à la merci d'une attaque par les marchés» et doit «investir dans l'avenir» pour faire face à la concurrence internationale, a estimé hier le lauréat du Prix Nobel d'économie, Jean Tirole. «Pour l'instant, on a eu la chance de payer des taux d'intérêt très faibles, mais si les marchés commencent à douter de la France, les taux d'intérêt vont augmenter très vite et la charge de la dette va devenir très lourde.» ATS

## PLACE FINANCIÈRE DE GENÈVE

### Les conditions-cadres se sont détériorées

Les conditions-cadres de la place financière se sont détériorées, a averti hier Nicolas Pictet, président de la Fondation Genève Place Financière. Genève perd des places en lien avec une réglementation et une action gouvernementales peu positives pour la finance, a-t-il affirmé.

Genève tombe à la 13<sup>e</sup> place du classement des centres financiers, réalisé par Z/Yen Group, et perd ainsi quatre rangs. «Ce résultat décevant est clairement le résultat d'une perte de compétitivité due à une réglementation de plus en plus lourde et à un accès au marché problématique», a déclaré Nicolas Pictet.

«La stabilité et la prévisibilité sont très importantes pour une place financière, les incertitudes sont mal venues», a souligné le président de Genève Place Financière.

Selon l'enquête conjoncturelle annuelle publiée par la fondation, les indicateurs sont glo-

balement à la baisse. Une majorité d'établissements de plus de 200 employés prévoient une évolution négative des apports de fonds.

Genève garde son attrait pour les ressortissants du Moyen-Orient, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, mais ceux d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord s'en détournent. «Nous nous devons de réagir, car d'autres convoitent notre place», a relevé Nicolas Pictet.

Les banquiers genevois font dans l'ensemble preuve de prudence. Selon le directeur de Genève Place Financière Edouard Cuendet, entre fin 2013 et juin dernier, le nombre d'emplois a augmenté de 300 personnes, soit au total 19 415 employés de 121 banques dans le canton. Cette légère hausse des effectifs est l'effet direct de la vague réglementaire, a-t-il nuancé. Elle reflète plutôt une hausse des coûts que des revenus. ATS

## La locomotive allemande a des ratés

**BERLIN** • *Le Gouvernement allemand a sévèrement réduit ses pronostics de croissance pour 2014 et 2015. La chancelière Angela Merkel va-t-elle pour autant délaissier la rigueur budgétaire?*

**THOMAS SCHNEE, BERLIN**

Certains économistes avaient prédit que la bonne santé de l'économie allemande ne durerait pas. Un tel retournement de tendance est peut-être en vue. Hier, le ministre de l'économie Sigmar Gabriel a présenté des estimations de croissance très nettement à la baisse. Pour 2014, Berlin n'attend plus qu'une croissance de 1,2% contre 1,8% précédemment. Pour 2015, la prévision a été ramenée à 1,3% au lieu de 2%.

«Les tensions géopolitiques et la reprise beaucoup plus faible que prévu dans plusieurs grands pays de la zone euro font peser des incertitudes sur l'économie allemande», a commenté le patron du Centre d'études économiques européennes (ZEW) Clement Fuest. Mais alors que la nervosité monte sur les marchés financiers, le ministre Gabriel reste détendu: «Une baisse de régime occasionnelle n'est pas une catastrophe naturelle», a estimé celui-ci en garantissant que l'Allemagne se trouve dans un cycle de croissance.

L'économiste Ferdinand Fichtner, de l'Institut de l'économie allemande (DIW), estime pour sa part qu'une récession technique (2 trimestres de recul successifs) n'est pas à exclure. Mais pour savoir si l'économie



Le ministre de l'Economie Sigmar Gabriel a présenté hier des estimations de croissance très nettement à la baisse. KEYSTONE

allemande est vraiment malade, «il faudra attendre le PIB du quatrième trimestre», prévient-il. Il est vrai que l'économie allemande reste intacte, le chômage est au plus bas, les dernières augmentations salariales ont été importantes et la demande intérieure reste solide.

Ces nouveaux chiffres n'en réveillent pas moins une Allemagne qui a peur que le gouvernement ne réagisse trop tard. Dans son

nouvel ouvrage intitulé «L'illusion allemande. Pourquoi nous surestimons notre économie et avons besoin de l'Europe», le très renommé patron du DIW Marcel Fratzscher, condamne sévèrement la politique figée d'Angela Merkel qui bride depuis des années les investissements dans les infrastructures, la recherche ou l'éducation. La critique est partagée par 50 jeunes députés conservateurs qui viennent de créer le groupe «CDU 2017» et constatent que la bonne situation de l'Allemagne «nous a rendus plus inertes que créatifs». Eux aussi demandent qu'Angela Merkel sorte de son immobilisme «tant qu'il est encore temps!»

Face à cela, la chancelière est sortie de son silence et a promis, jeudi dernier, que «le gouvernement allait réfléchir à la manière d'augmenter le niveau des investissements». Pourtant, une variable de politique intérieure plaide pour une réaction modérée. Le parti conservateur de Mme Merkel est en effet tétanisé par les récents succès du petit parti eurosceptique Alternative pour l'Allemagne. Celui-ci braconne sans vergogne et avec succès sur les terres conservatrices et n'attend qu'une chose pour attaquer: que Merkel quitte le sentier de la rigueur budgétaire. I